



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°25-2023-075

PUBLIÉ LE 25 MAI 2023

# Sommaire

## **DREAL Bourgogne Franche-Comté / Unité Interdépartementale 25/70/90**

25-2023-05-15-00009 - Arrêté préfectoral portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes pour la société BTP LOIGET-LONCHAMPT sur la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS (6 pages)

Page 3

## **Préfecture du Doubs /**

25-2023-05-25-00001 - Arrêté modificatif portant convocation des électeurs pour l'élection municipale partielle dans la commune de Novillars (2 pages)

Page 10

## **Préfecture du Doubs / Sous-Préfecture de Pontarlier**

25-2023-05-16-00016 - Arrêté pour acte de courage et dévouement Adjudant-Chef Michaël VAUFREY (1 page)

Page 13

25-2023-05-16-00015 - Arrêté pour acte de courage et dévouement Gendarme Florian CHENEL (1 page)

Page 15

25-2023-05-16-00013 - Arrêté pour acte de courage et dévouement gendarme Mikayel ABIKE (1 page)

Page 17

25-2023-05-16-00014 - Arrêté pour acte de courage et dévouement Maréchal des logis Chef Quentin ALARY (1 page)

Page 19

DREAL Bourgogne Franche-Comté

25-2023-05-15-00009

Arrêté préfectoral portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes pour la société BTP LOIGET-LONCHAMPT sur la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Arrêté n°**

**du 15 MAI 2023**

portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes pour la société BTP LOIGET-LONCHAMPT sur la commune de Dompierre-les-Tilleuls

**Le Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** l'annexe III de la Directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.512-7-1 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, Préfet du Doubs ;

**Vu** le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1er mars 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2021 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté n°25-2021-10-19-00003 du 19 octobre 2021 portant mise en demeure de la société BTP LOIGET-LONCHAMPT, pour son établissement situé sur la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS, de régulariser sa situation administrative dans un délai de 4 mois ;

**Vu** l'arrêté n° 25-2023-01-24-00006 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

**Vu** la demande présentée en date du 5 mai 2022 et complétée le 13 octobre 2022 par la société BTP LOIGET-LONCHAMPT en vue d'obtenir un enregistrement pour la régularisation de

5 voie Gisèle Halimi – BP 31269  
25005 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 39 59 62 00

1/6

l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (rubrique 2760-3) sur le territoire de la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS ;

**Vu** l'arrêté n°Préfecture-DCICT-BCEEP-2022-12-07-0001 du 7 décembre 2022 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** l'arrêté n°25-2023-03-13-00007 du 13 mars 2023 portant sursis à statuer relatif à la demande d'enregistrement présentée par la société BTP LOIGET-LONCHAMPT sur la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS ;

**Vu** les observations du public recueillies entre le 3 et le 31 janvier 2023 ;

**Vu** l'absence d'observation des conseils municipaux consultés entre le 7 décembre 2023 et le 15 février 2023 ;

**Vu** l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** l'avis du maire de Dompierre-les-Tilleuls sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** le rapport du 10 mai 2023 de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, après l'arrêt définitif de l'installation, reboisé avec une vocation forestière ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en particulier s'agissant des caractéristiques du projet :

- que celui-ci n'induit aucun risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs et aucun risque pour la santé humaine ;
- que la quantité de déchets inertes admises est d'importance moyenne ;

**CONSIDÉRANT** en particulier s'agissant de la localisation du projet :

- que celui-ci est situé hors ZNIEFF et zone Natura 2000 ;
- que celui-ci concerne le remblaiement d'une ancienne carrière ;
- que celui-ci est situé à plus de 1500 m des premières habitations ;

**CONSIDÉRANT** en particulier s'agissant de l'impact potentiel du projet :

- que le projet n'est pas à l'origine d'émissions aqueuses, ni d'émissions atmosphériques importantes ;
- que le trafic induit est estimé à moins de 500 rotations par an en moyenne ;

**CONSIDÉRANT** en particulier l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs l'absence d'aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

## **ARRÊTE**

### **Titre 1er - Portée, conditions générales**

#### **CHAPITRE 1.1 : Bénéficiaire et portée**

##### **ARTICLE 1.1.1 : Exploitant**

Les installations de la société BTP LOIGET-LONCHAMPT (SIRET 80160521300025) dont le siège social est situé 19 Rue Combe Gremond – 25 560 BULLE, faisant l'objet de la demande susvisée du 5 mai 2022 complétée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de DOMPIERRE-LES-TILLEULS, selon le parcellaire présenté à l'article 1.2.3. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

##### **ARTICLE 1.1.2. Durée**

Conformément à l'article R.512-46-21, l'enregistrement est prononcé pour une durée de 10 ans incluant la remise en état du site.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

#### **CHAPITRE 1.2. Nature et localisation des installations**

##### **ARTICLE 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Caractéristiques de l'installation</b>	<b>Régime</b>
2760-3	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720	Installation de stockage de déchets inertes. Capacité totale de stockage : 62 500 m <sup>3</sup> .	E

Régime : E (Enregistrement)

### ARTICLE 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Surface
DOMPIERRE-LES TILLEULS	000 A 630 pour partie	2ha 41a 74ca

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier d'enregistrement

#### ARTICLE 1.3.1. Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

### CHAPITRE 1.4 Mise à l'arrêt définitif

#### ARTICLE 1.4.1. Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, afin de créer une parcelle forestière entièrement reboisée.

### CHAPITRE 1.5 Prescriptions techniques applicables

#### ARTICLE 1.5.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

#### ARTICLE 1.5.2. Volume, quantité annuelle admissible et nature des déchets acceptés

Le volume maximal de déchets inertes stockés pendant la durée d'exploitation est de 62 500 m<sup>3</sup>.

Le volume de déchets inertes annuelle admissible est de 6 500 m<sup>3</sup> (soit environ 12 500 t) en moyenne et de 8 000 m<sup>3</sup> au maximum.

Les déchets admissibles sont les déchets listés dans le tableau suivant :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

## Titre 2 – Modalités d'exécution, voies de recours

### ARTICLE 2.1. Notification et Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société BTP LOIGET-LONCHAMPT.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Dompierre-les-Tilleuls et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Dompierre-les-Tilleuls pendant une durée minimale d'un mois ; procès verbaux de l'accomplissement de cette formalité sont dressés par les soins des maires et adressés à la préfecture du Doubs ;
- 3° Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de la procédure d'enregistrement ;
- 4° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Doubs pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 2.2. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Besançon :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 2.3. Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Doubs, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement, le maire de Dompierre-les-Tilleuls sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie dont une copie leur sera adressée.

Le préfet

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,  
  
Philippe PORTAL

Préfecture du Doubs

25-2023-05-25-00001

Arrêté modificatif portant convocation des  
électeurs pour l'élection municipale partielle  
dans la commune de Novillars



**PRÉFET  
DU DOUBS**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction de la citoyenneté et des libertés  
Bureau de la réglementation générale et des élections**

**ARRÊTÉ MODIFICATIF n°**

du **25 MAI 2023**

**Election municipale partielle intégrale - commune de Novillars**

**Convocation des électeurs**

Le Préfet du Doubs,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code Electoral et notamment ses articles L. 247, L. 260 à L. 270, L. 273-6 à L. 273-10 et R. 25-1 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-2 et L. 2122-15 ;

**VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, Préfet du Doubs ;

**VU** l'arrêté n° 25-2023-01-24-00006 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

**VU** la circulaire NOR INTA000661J du 16 janvier 2020 relative au déroulement des opérations électorales lors des élections au suffrage universel ;

**VU** la circulaire NOR INTA000662J du 16 janvier 2020 relative à l'organisation matérielle et au déroulement des élections municipales des 15 et 22 mars 2020 dans les communes de 1 000 habitants et plus ;

**VU** la circulaire n° INTA 1625463 J du 19 septembre 2016 relative aux élections partielles ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 25-2023-05-02-00012 du 2 mai 2023 portant convocation des électeurs de la commune de Novillars pour l'élection municipale partielle intégrale des 18 et 25 juin ;

**CONSIDERANT** que le dernier chiffre de population municipale authentifié avant l'élection est de 1 446 habitants ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Doubs ;

**- A R R E T E -**

**Article 1 :** L'arrêté du 2 mai 2023 susvisé est modifié comme suit :

- Article 1 : le mot « dix-neuf » est remplacé par le mot « quinze ».

- Article 3 :

Au premier alinéa, les nombres « 19 » et « 21 » sont respectivement remplacés par les nombres « 15 » et « 17 ».

Au dernier alinéa, le nombre « 11 » est remplacé par le nombre « 9 ».

**Article 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté n° 25-2023-05-02-00012 du 2 mai 2023 restent inchangées.

8 bis, rue Charles Nodier  
25 035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

1/2

**Article 3 :** Le Secrétaire général de la préfecture du Doubs et le maire de la commune de Novillars sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs et affiché en mairie.

**Article 4 : Voies de recours**

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivant sa publication :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet du Doubs ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25000 Besançon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le Préfet



Jean-François COLOMBET

Préfecture du Doubs

25-2023-05-16-00016

Arrêté pour acte de courage et dévouement  
Adjudant-Chef Michaël VAUFREY



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE DE PONTARLIER  
Bureau de la réglementation  
et de la cohésion sociale**

**Arrêté n°** **du**  
Accordant une médaille pour acte de courage et dévouement

**Le préfet du Doubs**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
- Vu** le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;
- Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- Vu** le rapport du Colonel Lionel JAMES, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Doubs, du 04 avril 2023, relatant l'engagement sans faille, le courage et le sens élevé du service public, dont a fait preuve, le 31 janvier 2023, l'Adjudant-Chef Michaël VAUFREY, qui par son intervention rapide, au mépris du danger et de sa propre vie, a permis d'extraire un septuagénaire désorienté et de mettre en sécurité les occupants d'un immeuble en feu, dans le département du Doubs à Bavans.

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La médaille de Bronze pour Acte de Courage et Dévouement est décernée à :  
Monsieur Michaël VAUFREY, domicilié 1 route de Présentevillers 25550 Bavans.

**Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs et M. le Sous-Préfet de Pontarlier sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Doubs.

Fait à Besançon, le  
Le préfet,

Jean-François COLOMBET

8 bis rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

1/1

Préfecture du Doubs

25-2023-05-16-00015

Arrêté pour acte de courage et dévouement  
Gendarme Florian CHENEL



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE DE PONTARLIER  
Bureau de la réglementation  
et de la cohésion sociale**

**Arrêté n°** **du**  
Accordant une médaille pour acte de courage et dévouement

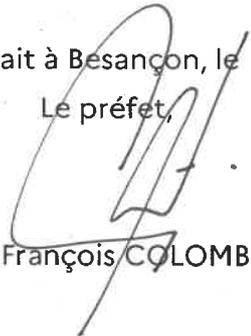
**Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
- Vu** le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;
- Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- Vu** le rapport du Colonel Lionel JAMES, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Doubs, du 04 avril 2023, relatant l'engagement sans faille, le courage et le sens élevé du service public, dont a fait preuve, le 31 janvier 2023, le Gendarme Florian CHENEL, qui par son intervention rapide, au mépris du danger et de sa propre vie, a permis d'extraire un septuagénaire désorienté et de mettre en sécurité les occupants d'un immeuble en feu, dans le département du Doubs à Bavans.

**ARRÊTE**

- Article 1<sup>er</sup> :** La médaille de Bronze pour Acte de Courage et Dévouement est décernée à :  
Monsieur Florian CHENEL, domicilié 33 route d'Audincourt 25200 Montbéliard.
- Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs et M. le Sous-Préfet de Pontarlier sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Doubs.

Fait à Besançon, le  
Le préfet,

  
Jean-François COLOMBET

8 bis rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

1/1

Préfecture du Doubs

25-2023-05-16-00013

Arrêté pour acte de courage et dévouement  
gendarme Mikayel ABIKE



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE DE PONTARLIER  
Bureau de la réglementation  
et de la cohésion sociale**

**Arrêté n°** **du**  
**Accordant une médaille pour acte de courage et dévouement**

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
- Vu** le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;
- Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- Vu** le rapport du Colonel Lionel JAMES, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Doubs, du 04 avril 2023, relatant l'engagement sans faille, le courage et le sens élevé du service public, dont a fait preuve, le 31 janvier 2023, le Gendarme Mikayel ABIKE, qui par son intervention rapide, au mépris du danger et de sa propre vie, a permis d'extraire un septuagénaire désorienté et de mettre en sécurité les occupants d'un immeuble en feu, dans le département du Doubs à Bavans.

**ARRÊTE**

- Article 1<sup>er</sup> :** La médaille de Bronze pour Acte de Courage et Dévouement est décernée à :  
Monsieur Mikayel ABIKE, domicilié 33 route d'Audincourt 25200 Montbéliard.
- Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs et M. le Sous-Préfet de Pontarlier sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Doubs.

Fait à Besançon, le  
Le préfet,

  
Jean-François COLOMBET

8 bis rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

1/1

Préfecture du Doubs

25-2023-05-16-00014

Arrêté pour acte de courage et dévouement  
Maréchal des logis Chef Quentin ALARY



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE DE PONTARLIER  
Bureau de la réglementation  
et de la cohésion sociale**

**Arrêté n°** **du**  
Accordant une médaille pour acte de courage et dévouement

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
- Vu** le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;
- Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- Vu** le rapport du Colonel Lionel JAMES, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Doubs, du 04 avril 2023, relatant l'engagement sans faille, le courage et le sens élevé du service public, dont a fait preuve, le 31 janvier 2023, le Maréchal des Logis-Chef Quentin ALARY, qui par son intervention rapide, au mépris du danger et de sa propre vie, a permis d'extraire un septuagénaire désorienté et de mettre en sécurité les occupants d'un immeuble en feu, dans le département du Doubs à Bavans.

**ARRÊTE**

- Article 1<sup>er</sup> :** La médaille de Bronze pour Acte de Courage et Dévouement est décernée à :  
Monsieur Quentin ALARY, domicilié 33 route d'Audincourt 25200 Montbéliard.
- Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs et M. le Sous-Préfet de Pontarlier sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Doubs.

Fait à Besançon, le  
Le préfet,

  
Jean-François COLOMBET